

Point de vue à l'adresse des concepteurs du futur Office public de la langue régionale d'Alsace et de Moselle et à ses membres

L'annonce a donc été faite de la création d'un **Office public de la langue régionale d'Alsace et de Moselle** dans le cadre d'un GIP. Il serait dirigé par un **conseil d'administration** réunissant les financeurs, à savoir les collectivités et Institutions parties prenantes. Il serait accompagné de deux organes consultatifs, un parlement des langues ouvert à la société civile et un **conseil scientifique** composé de linguistes et d'universitaires.

Voilà ce que nous savons de ce que serait sa structure, mais, quel serait **son cahier des charges** ? Serait-il celui de l'actuel OLCA¹ qui œuvre quasi exclusivement à « une présence plus forte de l'alsacien dans tous les domaines... » ou le nouvel Office travaillera-t-il à **la conception et à la réalisation d'une politique en faveur du bilinguisme et de la biculturalité** ? Par bilinguisme nous entendons une coexistence en Alsace d'une part de la langue française et d'autre part de la langue allemande sous sa forme standard et ses variantes dialectales, ainsi que la chose est formulée **dans la loi** portant création de la CeA.

Flash-back.

En 1994 avait été créé, à l'initiative des Collectivités territoriales et notamment des présidents **Marcel Rudloff et de Henri Goetschy**, un Office Régional pour le Bilinguisme (**ORBI**), *Regionalamt für die Zweisprachigkeit* (en allemand). Cet office faisait la promotion de **la langue régionale dans sa double composante**, standard et dialectale, et bataillait notamment pour **l'ouverture de classes bilingues**. Tout cela déplut à certains caciques du jacobinisme. L'un d'entre eux est poussé à la tête d'une cabale contre l'ORBI pour mettre fin à la prétendue apologie de l'allemand et à sa promotion. Les **germanophobes** obtenaient gain de cause. Patriotisme mal compris et retour du refoulé étaient en à l'oeuvre.

Et l'ORBI a été remplacé par l'**OLCA**, Office pour la langue et la culture d'Alsace, *Elsassisches Spròchèamt* (en dialecte donc). Les « fées » franchouillardes, qui se sont penchées sur le berceau de ce dernier n'étant pas de bon augure. Un doute s'est très vite installé quant à ses objectifs. Certes la cause des dialectes allemands d'Alsace est prise en compte, comme celle par la suite du yiddish, du welche (roman lorrain) et du francique de Moselle, **mais qu'en est-il du standard allemand ? Il a été largement exclu de son cahier des charges !** Comprenez-nous bien. Nous ne voulons pas ici entamer une analyse critique de son action. Nous tenons à souligner **la philosophie jacobine** qui a présidé à la création de l'OLCA et à la remettre en cause, parce qu'elle renie autant le passé de l'Alsace, qu'elle en injurie l'avenir.

Mais l'Alsace, c'est encore **des douleurs du passé** qui se muent en non-dits, ces maîtres silencieux qui poussent à **la reproduction inconsciente de schémas anciens et anachroniques** ou quand les petits enfants restent enfermés dans **l'anti-germanisme** de leurs grands-parents, voire l'accentuent. A l'heure de l'amitié franco-allemande, cela fait un peu décalé, non ?

¹ L'Office pour la Langue et les Cultures d'Alsace et de Moselle (OLCA) œuvre pour une présence plus forte de l'alsacien dans tous les domaines et soutient les initiatives des associations, collectivités, administrations et entreprises. Il est également pôle d'information et de documentation dans les domaines de la langue et de la culture régionales. Son action s'inscrit en accompagnement des politiques initiées par la Région Grand Est et la Collectivité européenne d'Alsace : . <https://www.olcalsace.org/>

Si l'Alsace a été annexée à l'Allemagne nazie, si cette annexion a occasionné un véritable traumatisme et si **le post-traumatisme** a consisté à rejeter la part allemande de l'identité alsacienne, **le temps de la résilience**, c'est-à-dire de celui du « *Werde der du bist.* » n'est-il pas venu, le temps du triomphe sur toutes les inhibitions, sur tous les reniements, refoulements et fatalisme, et du plein déploiement de ses possibilités ?

Si l'Alsace été le lieu malheureux des antagonismes nationaux français et allemands, elle a aussi été **le lieu heureux** où se sont rencontrées et fécondées deux grandes cultures européennes, la française et l'allemande. Et c'est seulement dans **leur confluence et leur synthèse que l'Alsace est véritablement alsacienne**. Ce faisant l'identité alsacienne s'inscrit d'emblée dans le **postnationalisme et ne peut relever** de l'ethnisme. Elle est ouverture et non un repli, selon l'arithmétique $1+1=2$ et non moins un.

Changer de logiciel

Quelle Alsace voulons-nous **pour le futur** ? Une Alsace collectivement **repliée** sur le monolinguisme français, aussi riche soit-il, une Alsace certes bilingue, mais d'un bilinguisme langue française-« langue alsacienne » **blotti entre Vosges et Rhin**, ou une Alsace participant **pleinement des espaces francophone et germanophone** qui l'entourent, comme ce fut le cas tout au long de l'histoire et comme l'avenir nous l'impose si l'on veut bien dépasser les perceptions délétères et mettre à profit de la population alsacienne la forte efficacité sociale, culturelle et économique que conférerait un bilinguisme collectif.

La première identité de l'Alsace est géographique. L'Alsace est ce qu'elle est parce qu'elle est située là où elle est. L'Alsace n'est pas que l'extrémité orientale de la France, une fin de terre. Elle est aussi l'extrémité occidentale de la Mitteleuropa. Et c'est de cette situation que découle **l'essentiel de ses particularismes**, qu'il s'agisse de langues, de culture, d'économie, d'écologie et d'interculturalité transfrontalière.

L'Alsace est rhénane. La rhénanité de l'Alsace renvoie à **une symbiose** culturelle romano-germanique. Elle recouvre **une vaste et complexe réalité**, qui se perçoit à travers sa dimension historique, culturelle, économique et sociale. Elle **dope de nombreuses activités** en Alsace grâce à des interconnexions linguistiques, culturelles, sociales et économiques. Elle **ouvre la France** sur le Rhin et la relie à l'épine dorsale économique européenne, un axe qui va de Londres à Milan en passant par la vallée du Rhin, avec ce que cela représente de **possibilités politiques, économiques et culturelles**. L'Alsace rhénane est une Alsace qui (re)trouve tout naturellement la place que lui assignent la géographie et l'histoire : au cœur de l'Europe.

Cahier des charges du nouvel Office

Nous avons le souci que le nouvel Office fasse sien **ce nouveau logiciel** qui l'appelle à suivre **deux axes majeurs dans sa réflexion et dans son action**, résidant d'une part dans la définition de la langue régionale, comme étant la langue allemande sous sa forme standard et ses variantes dialectales, et d'autre part dans la rhénanité de l'Alsace, l'une conditionnant l'autre. Et, sans vouloir faire de procès d'intention, dans le souci d'éviter **d'incessantes querelles, tout membre des organes** du nouvel office **devrait faire sien cette définition** de la langue régionale. On ne résout bien que ce qui est clairement énoncé !

Le destin des langues est toujours entre les mains des collectivités. Ce sont elles qui décident de leur sort. **Soit elles promeuvent** une langue ou plusieurs, soit elles **s'en désintéressent**, voire les condamnent à l'inexistence. Au stade où se trouvent la maîtrise et la pratique de la

langue régionale, qu'il s'agisse de l'allemand standard ou des dialectes d'Alsace, **une politique globale de revivification s'impose plus que jamais à la collectivité**, selon un triptyque : **compétence, transmission et usage**.

Une politique de revivification de la langue régionale devrait tenir compte du fait que **tout ne se joue pas à l'école**. L'école peut et doit développer une compétence linguistique, en standard, comme en dialecte. Mais vouloir faire revivre la langue, cela ne peut être obtenu sans lui conférer **un large usage à tous les niveaux** de la société alsacienne.

Partons donc déjà d'un palier de 30 % d'existence sociale, c'est-à-dire scolaire, médiatique, culturelle, administrative, économique et culturelle pour la langue régionale, à attendre dans les cinq ans à venir. Ce palier constitue **le niveau de bilinguisme collectif nécessaire** pour que la langue régionale perdure et est la base nécessaire à **un développement plus large** dans le futur, des fondations en quelque sorte. Reste à trouver **un juste et nécessaire équilibre** entre les dialectes et le standard. Il s'agit de sortir d'une certaine « **schizoglossie** » alsacienne en faveur d'une saine diglossie.

La Suisse alémanique pourrait être un exemple à suivre². En Suisse alémanique, il n'y a **pas de relation hiérarchique** entre les deux variétés employées (standard et dialecte). En tout cas, la chose n'est pas vécue ainsi et les deux sont populaires. Elles sont choisies **en fonction du canal de communication**, l'allemand standard étant sans exclusive **la variété « publique »**³, et le suisse-allemand étant, lui aussi, sans exclusive **la variété orale**⁴ sans pour autant avoir un statut inférieur par rapport à l'allemand standard, souvent appelé « *Schriftdeutsch* » (allemand écrit)⁵ par rapport au « *Schwiizerdütsch* » (allemand-suisse). Allemand standard et allemand-suisse sont considérés comme étant **des éléments d'un tout**⁷.

En Alsace, on pourrait **revenir à une situation qui existait avant 1945** à laquelle il a été mis fin après 1945. Il existait alors une **quasi co-officialité** entre les langues française et allemande, tant **la langue allemande standard était présente** à l'école, dans les médias, dans l'administration, dans le monde économique et culturel, dans les cultes, etc. Standard et dialectes bénéficiaient d'un emploi proche à ce qui existe en Suisse et en Alsace aussi l'utilisation du standard dans une situation donnée et celui des dialectes dans une autre, **n'était pas vécue comme une hiérarchie**.

² Un autre exemple qu'il est utile de considérer est celui du Luxembourg. Ce dernier est un cas particulier qui pour des raisons diverses réserve une place dans l'espace public et social à trois expressions linguistiques le luxembourgeois, le français et l'allemand, chacune de ces langues présentant un besoin et un intérêt particulier selon les domaines d'activité ou de la catégorie sociale. Deux raisons à cela en sont que les Luxembourgeois veulent se distinguer à l'instar des Suisses des autres germanophones et que l'élite sociale luxembourgeoise est passée assez tôt au français. L'allemand reste la langue de la socialisation (langue première à l'école primaire) . Le Luxembourg a une langue nationale, le luxembourgeois (loi de 1984) et trois langues administratives. En effet, l'administration fonctionne et communique quasiment en trois langues en allemand, en français ou en luxembourgeois. Le luxembourgeois est la langue commune de trois quarts de la population, parlée par 73 % et écrite par 65 %. La presse y est majoritairement en langue allemande ou bilingue français-allemand.

³ Expression officielle, administrative, médiatique ou encore koinè.

⁴ Néanmoins écrite à certaines occasions.

⁵ Néanmoins parlé à certaines occasions.

⁶ Il est à noter que les Suisses ont conservé dans le nom *Schwiizerdütsch*, - *Dütsch* -, (cognat de l'allemand *Deutsch*). Autrement dit, ils ne rejettent pas le caractère allemand de leurs dialectes.

⁷ Standard et dialectes sont perçus comme étant les deux faces d'une même médaille, non pas un face-à-face, mais un « face +face ».

Les deux variétés étaient populaires. Les choses étaient ainsi depuis toujours et ne doutons **qu'elles seraient restées** ce qu'elles étaient après 1945 si une autre vision des choses n'avait sévi. À côté d'être francophones, les Alsaciens se considéraient comme étant aussi germanophones. Et c'est justement à cette germanophonie alsacienne **qu'il a été porté atteint** après 1945. Faut-il persévérer dans ce **modèle imposé** qui est à l'origine de la forte régression que nous constatons aujourd'hui ?

Si les dialectes sont aujourd'hui fortement **menacés dans leur existence**, c'est encore davantage le cas du standard allemand en Alsace. Les interdits et/ou la disgrâce jetés sur le second l'ont aussi été sur les premiers, tous coupables de germanité. Si les dialectes sont aujourd'hui fortement menacés dans leur existence, c'est parce que **l'on a porté atteinte** à la germanophonie alsacienne **dans son tout**, c'est-à-dire à la pratique du standard, comme à celle des dialectes.

Si l'on observe le graphique de la pratique linguistique en Alsace, on aperçoit nettement le **parallélisme dans la chute** de la pratique des dialectes et de l'allemand standard, les mêmes causes produisant les mêmes effets. Autant le standard allemand que les dialectes **ont été victimes**, d'une part de la façon dont on traite en France les langues régionales, et d'autre part d'une couche supplémentaire, **celle de l'anti-germanisme** qu'il soit général à la France ou particulier à l'Alsace.

Les dialectes ont subi **une double peine** dans la mesure où ils ont été considérés comme langue des classes inférieures, pas nobles, ordinaires. De surcroît, **ils ont été dissociés** de la langue de culture de référence, l'allemand standard, qui longtemps n'a plus été enseignée à l'école élémentaire, ce qui n'a pas manqué de conduire à leur **appauvrissement qualitatif**, qui à son tour a contribué à leur **appauvrissement quantitatif** (moins de locuteurs). On ne transmet généralement pas une langue que l'on ne maîtrise pas vraiment dans toute sa richesse lexicale ou qui ne sert à pas grand-chose. La chute a été parallèle, **la réhabilitation ne pourra que l'être aussi**.

La revivification, qu'il s'agisse des dialectes ou du standard dépendra de la façon dont évoluera la reconnaissance des langues régionales en France et là, si l'on veut réellement œuvrer à une politique de revivification linguistique, il s'agirait pour les collectivités et la classe politique alsaciennes d'obtenir de l'État **des pouvoirs et des moyens grandement supérieurs** à ceux existants, dont on connaît **l'insuffisance**. Sans ces derniers, on continuera à faire avec, c'est-à-dire avec trop peu. Nous craignons fort que cela ne puisse se faire sans entrer dans **un juste et démocratique conflit**, en vue d'obtenir déjà **un réel partage de compétences**, une cogestion, notamment dans l'enseignement, mais pas que. Il s'agirait aussi d'obtenir des concours beaucoup plus importants de la part des **médias publics**.

Une stratégie linguistique en faveur d'une réelle revivification, nécessiterait certes des politiques linguistiques fortes sur le court et le long terme, aussi de **réparation historique**, mais en amont, il y aurait lieu de mener **une action pédagogique de (re)positivation** à mener au sein de **la société alsacienne**, tant le modèle imposé en 1945 a imprégné la psyché alsacienne. **Résilience, donc avant tout !**

Pour faire changer de langue à une population, il faut faire intervenir plusieurs facteurs : **diminuer** le nombre de locuteurs et les fonctions de la langue dominée, **dévaluer** sa fonction identitaire et **obtenir** la légitimation de cette politique. Le changement de langue peut se faire par **rupture** (d'une génération à l'autre) ou de façon **continue** (par un lent processus

d'absorption). Le changement est d'autant plus rapide que les deux phénomènes s'additionnent. C'est encore le cas en Alsace. **Travaillons à faire exactement l'inverse ! Nix fer Üngüet !**

Pierre Klein, président de la fédération Alsace bilingue-*Verband zweisprachiges (FAB-VZE)* et de l'Initiative citoyenne alsacienne (**ICA**), ancien président de Culture et bilinguisme d'Alsace et de Moselle-René Schickele Gesellschaft (**CUBI**), responsable de la commission langue et culture opprimé du **SGEN-CFDT** du temps où elle a existé, commission qui a largement contribué à la rédaction de la circulaire du Recteur Deyon, membre du CA des écoles ABCM-Zweisprachigkeit...



Sélestat bilinguisme :
Hospital bourgeois – Bürger Spital 1766



Sélestat bilinguisme entre 1871 et 1918

Collège
Beatus Rhenanus
Sekundarschule

Sélestat bilinguisme aujourd'hui

Standpunkt an die Planer des künftigen Öffentliches Amt für die Regionalsprache des Elsass und der Mosel und an seine Mitglieder.

Es wurde angekündigt, dass ein öffentliches Amt für die Regionalsprache des Elsass und der Mosel im Rahmen eines GIP geschaffen werden soll. Das Amt würde von einem Verwaltungsrat geleitet, in dem die Geldgeber d. h. die Gebietskörperschaften und die beteiligten Institutionen, vertreten sind. Es würde von zwei beratenden Organen begleitet werden, einem Parlament der Sprachen, das der Zivilgesellschaft offen steht, und einem wissenschaftlichen Rat, der sich aus Linguisten und Akademikern zusammensetzt.

So viel wissen wir über seine Struktur, aber wie würde sein Auftrag aussehen? Wird er der des derzeitigen OLCA sein, das sich fast ausschließlich für "eine stärkere Präsenz des Elsässischen in allen Bereichen..." einsetzt, oder wird das neue Amt an der Konzeption und Umsetzung einer Politik zugunsten der Zweisprachigkeit und der Doppelkultur arbeiten? Unter Zweisprachigkeit verstehen wir eine Koexistenz der französischen Sprache einerseits und der deutschen Sprache in ihrer Standardform und ihren dialektalen Varianten andererseits, wie es im Gesetz zur Gründung der CeA formuliert ist?

Rückblende.

1994 wurde auf Initiative der Gebietskörperschaften und insbesondere der Präsidenten Marcel Rudloff und Henri Goetschy ein „Regionalamt für die Zweisprachigkeit“ (ORBI) gegründet. Dieses Amt förderte die Regionalsprache in ihren beiden Komponenten und setzte sich insbesondere für die Eröffnung zweisprachiger Klassen ein. All dies missfiel einigen Jakobinern. Einer von ihnen wurde an die Spitze einer Kabale gegen das ORBI gedrängt, um der angeblichen Verherrlichung des deutschen Sprache und seiner Förderung ein Ende zu setzen. Die Anti-Germanisten setzten sich durch. Falsch verstandener Patriotismus und die Rückkehr des Verdrängten waren hier am Werk.

Und das ORBI wurde durch das „Elsassisches Spròchèamt“ (OLCA), ersetzt. Die jacobinischen Feen, die sich über die Wiege des letzteren beugten, waren kein gutes Omen. Es kamen sehr schnell Zweifel an seinen Zielen auf. Zwar wurde die Sache der deutschen Dialekte im Elsass berücksichtigt, wie später auch die des Jiddischen, des Welchen (roman lorrain) und des Moselfränkischen, aber was ist mit dem Standarddeutschen? Es wurde weitgehend aus dem Auftrag ausgeschlossen! Bitte verstehen Sie uns richtig. Wir wollen hier nicht mit einer kritischen Analyse seiner Tätigkeit beginnen. Wir möchten die jakobinische Philosophie, die der Gründung des OLCA zugrunde lag, hervorheben und sie in Frage stellen, weil sie die Vergangenheit des Elsass ebenso verleugnet, wie sie dessen Zukunft beschimpft.

Aber das Elsass, das sind auch die Schmerzen der Vergangenheit, die sich in Unausgesprochenes verwandeln, diese stillen Meister, die zur unbewussten Reproduktion alter und anachronistischer Schemata führen, oder wenn die Enkelkinder im Anti-Germanismus ihrer Großeltern gefangen bleiben oder ihn sogar noch verstärken. In Zeiten der deutsch-französischen Freundschaft wirkt das doch ein wenig abgehoben, oder?

Wenn das Elsass von Nazi-Deutschland annektiert wurde, wenn diese Annexion ein echtes Trauma verursachte und wenn das Posttrauma darin bestand, den deutschen Teil der elsässischen Identität abzulehnen, ist dann nicht die Zeit der Resilienz gekommen, d. h. die Zeit des "Werde der du bist.", die Zeit des Triumphs über alle Hemmungen, über alle

Verleugnungen, Verdrängung und Fatalismus und der vollen Entfaltung der eigenen Möglichkeiten?

Wenn das Elsass der unglückliche Ort der nationalen Antagonismen Frankreichs und Deutschlands war, so war es auch der glückliche Ort, an dem zwei große europäische Kulturen, die französische und die deutsche, aufeinander trafen und sich gegenseitig befruchteten. Und nur in ihrem Zusammenfluss und ihrer Synthese ist das Elsass wahrhaft elsässisch. Damit ist die elsässische Identität von vornherein Teil des Postnationalismus und kann nicht als Ethnizismus bezeichnet werden. Sie ist Offenheit und nicht Rückzug gemäß der Arithmetik $1+1=2$ und nicht weniger als eins.

Die Software ändern

Welches Elsass wollen wir für die Zukunft? Ein Elsass, das sich kollektiv auf die französische Einsprachigkeit zurückzieht, so reich sie auch sein mag, ein Elsass, das zwar zweisprachig ist, aber eine Zweisprachigkeit aus französischer Sprache und "elsässische Sprache" aufweist, die sich zwischen Vogesen und Rhein einklemmt, oder ein Elsass, das voll und ganz an dem rundum umgebenden französischsprachigen und deutschsprachigen Raum teilnimmt. Wie es im Laufe der Geschichte der Fall war und wie es die Zukunft erfordert, wenn man die schädlichen Wahrnehmungen überwinden und der elsässischen Bevölkerung die hohe soziale, kulturelle und wirtschaftliche Effizienz zugutekommen lassen will, die eine kollektive Zweisprachigkeit mit sich bringen würde.

Die erste Identität des Elsass ist eine geografische. Das Elsass ist, was es ist, weil es sich dort befindet, wo es sich befindet. Das Elsass ist nicht nur das östliche Ende Frankreichs, ein Ende des Landes. Es ist auch der westliche Anfang von Mitteleuropa. Und aus dieser Lage resultiert der Großteil seiner Besonderheiten, ob es sich nun um Sprachen, Kultur, Wirtschaft, Ökologie oder grenzüberschreitende Interkulturalität handelt.

Das Elsass ist rheinisch. Die rheinische Identität des Elsass bezieht sich auf eine römisch-germanische Kultursymbiose. Sie umfasst eine umspannende und komplexe Realität, die in ihrer historischen, kulturellen, wirtschaftlichen und sozialen Dimension wahrgenommen wird. Sie fördert zahlreiche Aktivitäten im Elsass durch sprachliche, kulturelle, soziale und wirtschaftliche Verflechtungen. Sie öffnet Frankreich zum Rhein hin und verbindet es mit dem wirtschaftlichen Rückgrat Europas, einer Achse, die von London über das Rheintal bis nach Mailand reicht, mit all den damit verbundenen politischen, wirtschaftlichen und kulturellen Möglichkeiten. Das rheinische Elsass ist ein Elsass, das ganz natürlich (wieder) den Platz findet, der ihm von Geografie und Geschichte zugewiesen wird: im Herzen Europas.

Auftrag des neuen Amtes

Es ist uns ein Anliegen, dass das neue Amt sich diese neue Software zu eigen macht, die es dazu auffordert, in seinem Denken und Handeln zwei Hauptachsen zu verfolgen, die einerseits in der Definition der Regionalsprache als der deutschen Sprache in ihrer Standardform und ihren dialektalen Varianten und andererseits in der rheinische Identität des Elsass liegen, wobei das eine das andere bedingt. Und, ohne Absichtserklärungen abgeben zu wollen, um unaufhörliche Streitereien zu vermeiden, sollte sich jedes Mitglied der Organe des neuen Amtes diese Definition der Regionalsprache zu eigen machen. Nur was klar formuliert ist, wird auch gut gelöst!

Das Schicksal von Sprachen liegt immer in den Händen der Gemeinwesen. Sie sind es, die über ihr Schicksal entscheiden. Entweder fördern sie eine oder mehrere Sprachen, oder sie interessieren sich nicht für sie oder verurteilen sie sogar zur Nichtexistenz. In dem Stadium, in dem sich die Beherrschung und der Gebrauch der Regionalsprache - sei es Standarddeutsch oder die elsässischen Dialekte - befinden, ist eine umfassende Politik der Wiederbelebung für die Gebietskörperschaften mehr denn je erforderlich, die auf einem Dreiklang beruht: Kompetenz, Weitergabe und Gebrauch.

Eine Politik zur Wiederbelebung der Regionalsprache sollte der Tatsache Rechnung tragen, dass sich nicht alles in der Schule abspielt. Die Schule kann und muss eine Sprachkompetenz entwickeln, sowohl im Standard als auch im Dialekt. Aber die Sprache wiederbeleben zu wollen, kann nicht erreicht werden, ohne ihr einen breiten Gebrauch auf allen Ebenen der elsässischen Gesellschaft zu verschaffen.

Gehen wir also bereits von einer Stufe von 30 % der sozialen, d. h. schulischen, medialen, kulturellen, administrativen, wirtschaftlichen und kultischen Existenz der Regionalsprache aus, die in den nächsten fünf Jahren zu erwarten wäre. Diese Stufe stellt das Niveau der kollektiven Zweisprachigkeit dar, das für das Fortbestehen der Regionalsprache erforderlich ist, und ist die notwendige Grundlage für eine breitere Entwicklung in der Zukunft, ein Fundament sozusagen. Es bleibt die Aufgabe, ein angemessenes und notwendiges Gleichgewicht zwischen den Dialekten und dem Standard zu finden. Es geht darum, aus einer gewissen elsässischen "Schizoglossie" zugunsten einer gesunden Diglossie auszubrechen.

Die Deutschschweiz könnte ein Vorbild sein. In der deutschsprachigen Schweiz gibt es keine hierarchische Beziehung zwischen den beiden verwendeten Sprachvarietäten (Standard und Dialekt). Zumindest wird die Sache nicht so gelebt, und beide sind beliebt. Sie werden je nach Kommunikationskanal ausgewählt, wobei das Standarddeutsch ohne Ausnahme die öffentliche Varietät ist und das Schweizerdeutsch ebenfalls ohne Ausnahme die mündliche Varietät ist, ohne jedoch einen niedrigeren Status als das Standarddeutsch zu haben, das oft als "Schriftdütsch" im Vergleich zum "Schwiizerdütsch" bezeichnet wird. Standarddeutsch und Schweizerdeutsch werden als Teile eines Ganzen betrachtet.

Im Elsass könnte man zu einer Situation zurückkehren, die vor 1945 bestand und nach 1945 beendet wurde. Damals bestand quasi eine Ko-Offizialität zwischen der französischen und der deutschen Sprache, so sehr war die deutsche Standardsprache in der Schule, in den Medien, in der Verwaltung, in der Wirtschaft und Kultur, in den Gottesdiensten usw. präsent. Die Verwendung der Standardsprache in einer bestimmten Situation und die der Dialekte in einer anderen wurde nicht als Hierarchie empfunden.

Beide Sorten waren beliebt. Die Dinge waren schon immer so, und es besteht kein Zweifel daran, dass sie auch nach 1945 so geblieben wären, wenn es nicht eine andere Sicht der Dinge gegeben hätte. Die Elsässer betrachteten sich nicht nur als französischsprachig, sondern auch als deutschsprachig. Und genau diese elsässische Deutschsprachigkeit wurde nach 1945 angegriffen. Sollte man auf diesem aufgezwungenen Modell beharren, das die Ursache für den starken Rückgang ist, den wir heute feststellen?

Wenn die Dialekte heute in ihrer Existenz stark bedroht sind, so gilt dies in noch stärkerem Maße für das Standarddeutsch im Elsass. Die Verbote und/oder die Ungnade, die auf letzteres geworfen wurden, wurden auch auf erstere geworfen, die alle des Deutschtseins schuldig waren. Wenn die Dialekte heute in ihrer Existenz stark bedroht sind, dann deshalb, weil man

der elsässischen Germanophonie insgesamt geschadet hat, d.h. der Praxis des Standards ebenso wie der der Dialekte.

Betrachtet man die Grafik der Sprachpraxis im Elsass, so erkennt man deutlich die Parallelität im Rückgang der Praxis der Dialekte und des Standarddeutschen, wobei die gleichen Ursachen die gleichen Wirkungen hervorrufen. Sowohl das Standarddeutsch als auch die Dialekte wurden Opfer der Art und Weise, wie in Frankreich mit den Regionalsprachen umgegangen wird, und einer zusätzlichen Schicht, nämlich der des Anti-Germanismus, sei er nun allgemein in Frankreich oder speziell im Elsass.

Die Dialekte wurden insofern doppelt bestraft, als sie als Sprache der unteren Klassen, nicht adelig, sondern gewöhnlich, betrachtet wurden. Darüber hinaus wurden sie von der kulturellen Referenzsprache, dem Standarddeutschen, abgetrennt, das lange Zeit nicht mehr in der Grundschule unterrichtet wurde, was unweigerlich zu ihrer qualitativen Verarmung führte, die wiederum zu ihrer quantitativen Verarmung (weniger Sprecher) beitrug. Eine Sprache, die man nicht wirklich in ihrem ganzen lexikalischen Reichtum beherrscht oder die nicht positiv bewertet ist, gibt man in der Regel nicht weiter. Der Fall war parallel, die Wiederbelebung kann nur parallel sein.

Die Wiederbelebung, sei es der Dialekte oder der Standardsprache, wird davon abhängen, wie sich die Anerkennung der Regionalsprachen in Frankreich entwickelt, und wenn man wirklich auf eine Politik der sprachlichen Wiederbelebung hinarbeiten will, müssten die elsässischen Gebietskörperschaften und die politische Klasse vom Staat Befugnisse und Mittel erhalten, die weit über die bestehenden hinausgehen, deren Unzulänglichkeit bekannt ist. Ohne diese wird man weiterhin mit dem auskommen, was man hat d.h. mit zu wenig. Wir befürchten sehr, dass dies nicht möglich sein wird, ohne in einen fairen und demokratischen Konflikt einzutreten, um bereits eine echte Aufteilung der Kompetenzen, eine Mitbestimmung, insbesondere im Bildungswesen, aber nicht nur dort, zu erreichen. Es würde auch darum gehen, eine viel größere Beteiligung durch die öffentlichen Medien zu erhalten.

Eine Sprachstrategie zugunsten einer echten Wiederbelebung würde zwar kurz- und langfristig eine starke Sprachpolitik sowie eine historische Wiedergutmachung erfordern, doch im Vorfeld wären pädagogische Maßnahmen zur (Re-)Positivierung erforderlich, die innerhalb der elsässischen Gesellschaft durchgeführt werden müssten, da das 1945 aufgezwungene Modell die elsässische Psyche so stark geprägt hat. Resilienz, also vor allem!

Um eine Bevölkerung zum Sprachwechsel zu bewegen, müssen mehrere Faktoren zusammenspielen: die Anzahl der Sprecher und die Funktionen der beherrschten Sprache verringern, ihre identitätsstiftende Funktion abwerten und eine Legitimation für diese Politik erreichen. Der Sprachwechsel kann durch einen Bruch (von einer Generation zur nächsten) oder kontinuierlich (durch einen langsamen Absorptionsprozess) erfolgen. Der Wandel vollzieht sich umso schneller, je mehr sich die beiden Phänomene addieren. Dies ist im Elsass noch immer der Fall. Arbeiten wir daran, genau das Gegenteil zu erreichen! *Nix fer Üngüet!*

Pierre Klein, Vorsitzender des Verbands Alsace bilingue-Verband zweisprachiges (FAB-VZE) und der Initiative citoyenne alsacienne (ICA), ehemaliger Vorsitzender von Culture et bilinguisme d'Alsace et de Moselle-René-Schickele-Gesellschaft (CUBI), Leiter der Kommission für unterdrückte Sprache und Kultur der SGEN-CFDT, als diese noch existierte, einer Kommission, die wesentlich zur Abfassung des Rundschreibens von Rektor Deyon beigetragen hat, Mitglied des Vorstandes der ABCM-Zweisprachigkeit Schulen...